

DECISION DCC 17-074 DU 30 MARS 2017

Date : 30 mars 2017

Requérants : ADRI KOUESSI et Firmin MEYA, représentant les membres de la coordination des candidats de l'IPC de Lokossa

Contrôle de conformité

Atteintes aux biens

Conflit de travail : (dénonciation du rejet illégal des dossiers de candidature au concours de recrutement des Agents contractuels de l'Etat (ACE) au profit de l'Enseignement secondaire)

Règlement intérieur de la Cour : (Application des articles 31 et 27)

Irrecevabilité

Loi fondamentale : (Application articles 121 et 26 de la Constitution)

Prononcé d'office de la cour

Pas de violation de la Constitution

La Cour constitutionnelle,

Saisie par ampliation d'une lettre de « dénonciation du rejet illégal des dossiers de candidature au concours de recrutement des Agents contractuels de l'Etat (ACE) au profit de l'Enseignement secondaire » du 26 décembre 2015 adressée au ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, enregistrée à son secrétariat le 29 décembre 2015 sous le numéro 2568/285/REC, par laquelle Messieurs Rock M. ADRI KOUESSI et Firmin MEYA, représentant les membres de la coordination des candidats de l'IPC de Lokossa, forment un recours pour traitement inégal ;

Saisie par ampliation d'une seconde lettre du 26 décembre 2015 rédigée dans les mêmes termes que la première et enregistrée à son secrétariat le 29 décembre 2015 sous le numéro 2569/286/REC, par laquelle les mêmes requérants saisissent la Cour aux mêmes fins ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;
Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï Monsieur Bernard D. DEGBOE en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

CONTENU DES RECOURS

Considérant que les requérants exposent : «Nous avons... honneur de porter à votre attention le rejet illégal de nos dossiers de candidature au concours de recrutement des Agents contractuels de l'Etat (ACE) au profit de l'Enseignement secondaire de décembre 2015 dans les départements du Mono et du Couffo.

En effet, nous avons suivi notre formation professionnelle de l'Enseignement secondaire à l'Institut polytechnique Le Citoyen (IPC) de Lokossa. Nos aînés de la première promotion, titulaires du BAPES et du CAPES, avaient postulé pour le concours de recrutement de juillet 2014 dont onze (11) ont été admis.

Cette année, nous, titulaires du BAPES et du CAPES, toutes matières confondues, ressortissants de l'IPC sur toute l'étendue du territoire, avons déposé nos dossiers de candidature dans presque tous les départements du Bénin. Contre toute attente, contrairement à tous les autres départements où les dossiers ont été acceptés et leurs candidats autorisés à composer régulièrement, nous, du département du Mono - Couffo avons été renvoyés d'une manière indigne des centres des compositions. A titre d'exemple, nos collègues ayant suivi la même formation que nous dans la même école professionnelle ont pu composer sans handicap dans les autres départements :

- Zou - Collines : centre de composition EPP HOUNTONDJI
- Corps des professeurs adjoints en SPCT :
BOCOSSA Francis n° de table : 1220012
MONTCHO Charles n° de table : 1220017

- Corps des professeurs adjoints en mathématiques
KPOHINTO Rémy
SOGNON Kouessi
SOWADAN Bernard
- Corps des professeurs adjoints en SVT
ASSOQUENON Gérard
ZANTCHIO Blanche

- Ouémé-Plateau

- Corps des professeurs adjoints en SPCT
ADIDEKON Jean
Atacora - Donga
- Corps des professeurs adjoints en mathématiques
KLIKPASSOU Benjamin n° de table 12100005.

Cet état de choses dénote une volonté manifeste de bafouer nos droits inaliénables en tant que citoyens au même titre que ceux des autres départements.

Toute analyse faite, il existe deux poids et deux mesures pour un même concours et pour les mêmes citoyens. Comptant sur votre bonne volonté et votre bonne foi qui ne se sont jamais démenties, nous vous prions de mettre tout en œuvre pour qu'une telle injustice flagrante soit corrigée avant la proclamation des résultats desdits concours » ;

INSTRUCTION DES RECOURS

Considérant que par la lettre n° 0099/CC/SG du 19 janvier 2016 rappelée par celles n°0668/CC/SG du 13 avril 2016, n° 0861/CC/SG/du 02 juin 2016, n° 1684/CC/SG du 1^{er} décembre 2016 et n° 0096/CC/SG du 25 janvier 2017, la Cour a demandé aux représentants de la coordination des candidats de l'IPC de lui rapporter la preuve de leur capacité à ester en justice ; qu'aucune réponse n'a été donnée à ces mesures d'instruction ;

Considérant qu'en réponse à la mesure d'instruction diligentée par la haute juridiction, Madame le Ministre en charge de la Fonction publique écrit : «... Mes observations porteront, au principal, sur le non-fondé des prétentions des sieurs Rock M. ADRI KOUESSI et Firmin MEYA et au subsidiaire, sur l'extinction de l'objet de la cause des demandeurs

Au principal : Les prétentions des demandeurs ne sont pas fondées

Les dossiers des candidats aux divers concours font l'objet d'étude par un jury qui les examine conformément aux prescriptions énoncées par le communiqué ayant lancé lesdits concours.

Ainsi, après étude, les dossiers des requérants ont fait l'objet de rejet au niveau des départements du Mono et du Couffo pour défaut de co-signature et/ou d'attestation de reconnaissance de diplôme conformément aux dispositions du décret n° 2010-297 du 11 juin 2010 portant conditions de reconnaissance des diplômes délivrés par les établissements privés d'enseignement supérieur pour lesquels l'Etat n'organise pas d'examen national.

Il importe que les requérants se conforment à la réglementation en vigueur en matière de diplômes obtenus dans les établissements privés d'enseignement supérieur étant donné que le ministère en charge de la Fonction publique est dans la dynamique du strict respect de la réglementation en vigueur.

Au subsidiaire : la cause des requérants est devenue sans objet

Il est à remarquer que l'organisation des concours directs de recrutement d'agents de l'Etat au titre de l'année 2015 au profit de l'Administration centrale des Finances, des régies financières et des autres corps de l'Etat a été entachée d'irrégularités. Une commission de vérification de la régularité desdits concours fut créée par le décret n° 2016-284 du 03 mai 2016 à l'effet de clarifier tous les contours de l'organisation de ces concours afin de permettre au Conseil des ministres de prendre la décision qui s'impose.

Du rapport de la commission de vérification, il ressort qu'il existe des irrégularités graves compromettant la légalité, l'équité, la sincérité et la transparence qui doivent caractériser l'organisation et le déroulement des concours, gages du respect des droits des citoyens devant les charges publiques.

En approuvant le rapport de la commission de vérification, le Conseil des ministres, au cours de sa séance du jeudi 07 juillet 2016, a décidé de considérer comme irréguliers et entachés de fraude, tous les actes administratifs pris dans le cadre de l'organisation des concours de recrutement directs d'agents

permanents de l'Etat au profit de l'Administration publique au titre de l'année 2015.

Il s'en suit que tous les concours de recrutement organisés au titre de l'année 2015, dans tous les corps de l'Etat, notamment l'Administration centrale des Finances, la Douane, les Impôts, le Trésor, la Justice, l'Enseignement, la Jeunesse et les Sports sont annulés pour motifs de fraude et de violation des dispositions réglementaires en la matière et ce, dans le but de la préservation de l'intérêt général. Dès lors, la cause des requérants est devenue sans objet.

Eu égard à tout ce qui précède, il est à remarquer que le ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales n'a pas fait un traitement discriminatoire à l'égard de Messieurs Rock M. ADRI KOUESSI et Firmin MEYA » ;

ANALYSE DES RECOURS

Considérant que les deux recours portent sur le même objet et tendent aux mêmes fins ; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule et même décision ;

Considérant qu'aux termes de l'article 31 alinéa 1 du règlement intérieur de la Cour constitutionnelle : « *La Cour peut être saisie conformément aux dispositions de la Constitution et de la loi organique sur la Cour constitutionnelle par les Présidents de la République, le Président de l'Assemblée nationale, le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication et du Conseil Economique et Social, ainsi que par toute association non gouvernementale de défense des Droits de l'Homme, toute association ou tout citoyen.* » ... que cette disposition impose à tout collectif ou toute association de justifier de sa capacité à ester en justice en rapportant la preuve de son existence légale par son enregistrement au ministère de l'Intérieur ; que par les lettres ci-dessus, la Cour a demandé aux représentants de la coordination des candidats de l'IPC de lui rapporter la preuve de leur capacité à ester en justice ; que ces derniers n'ont pas cru devoir répondre aux multiples mesures d'instruction diligentées par la haute juridiction ; qu'il résulte de ce silence que la coordination n'a pas la capacité d'ester en justice ; qu'il y a par conséquent lieu de dire et juger que les requêtes de la coordination des candidats de l'IPC sont irrecevables ; que par

ailleurs, aux termes de l'article 27 du règlement intérieur de la Cour : « *La Cour constitutionnelle est saisie par une requête. Celle-ci est déposée au secrétariat général qui l'enregistre suivant la date d'arrivée* » ; que dans le cas d'espèce, les requérants ont déposé à la Cour, non pas une requête, mais deux ampliations d'une lettre de dénonciation adressée au ministre en charge de la Fonction publique ; que de telles ampliations ne sauraient être considérées comme une requête au sens de l'article 27 du règlement intérieur précité ; que dès lors, leur recours doit être aussi déclaré irrecevable ;

Considérant cependant que lesdites lettres font état de violation de droit fondamental, notamment le droit à un traitement égal ; qu'il y a par conséquent lieu pour la Cour de se prononcer d'office en vertu de l'article 121 alinéa 2 de la Constitution ;

Considérant que l'article 26 alinéa 1er de la Constitution énonce : « *L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale* » ; que selon la jurisprudence de la Cour, le principe d'égalité s'analyse comme une règle selon laquelle les personnes se trouvant dans une même situation doivent être soumises au même traitement sans discrimination ; qu'il ressort de l'analyse du dossier que, contrairement à leurs collègues auxquels ils se comparent, les dossiers de candidature des requérants au concours de recrutement des Agents contractuels de l'Etat (ACE) au profit de l'enseignement supérieur « ont fait l'objet de rejet au niveau des départements du Mono et du Couffo pour défaut de cosignatures et/ou d'attestation de reconnaissance de diplôme. » ; qu'il s'ensuit que les dossiers de candidature des requérants n'ont pas le même contenu que ceux de leurs collègues autorisés à composer et à qui ils se comparent ; qu'ils ne sont donc pas dans la même situation que ces derniers ; que par conséquent, il échet pour la Cour de dire et juger qu'il n'y a pas violation de l'article 26 précité de la Constitution ;

D E C I D E :

Article 1^{er}.- Les requêtes de Messieurs Rock M. ADRI KOUESSI et Firmin MEYA sont irrecevables.

Article 2 .- La Cour se prononce d'office.

Article 3.- Il n'y a pas violation de la Constitution.

Article 4.- La présente décision sera notifiée à Messieurs Rock M. ADRI KOUESSI et Firmin MEYA, à Madame le Ministre du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le trente mars deux mille dix-sept,

Messieurs Théodore	HOLO	Président
Zimé Yérima	KORA-YAROU	Vice-Président
Simplice Comlan	DATO	Membre
Bernard Dossou	DEGBOE	Membre
Madame Marcelline-C.	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

Bernard D. DEGBOE.-

Professeur Théodore HOLO.-